gnées de la métropole. Ajoutons comme corollaire de cet aperçu que l'assimilation que les légions conquérantes se faisaient un généreux scrupule d'imposer, elles-mêmes finirent par la subir, et que ce ne fut pas là sans doute une cause moins favorable à la dissolution de cet empire.

Ainsi, la décadence des libertés municipales dans les cités romaines suit la décadence de Rome. Toutes puissantes sous la république et la première période des empereurs, où elles exerçaient, à l'instar de Rome, les trois pouvoirs : législatif, administratif et judiciaire, nous les voyons, à partir du règle de Constantin et sous le Bas-Empire, perdre peu à peur leur indépendance sous l'action combinée des évêques et d'une nouvelle hiérarchie de fonctionnaires que les empereurs avaient imaginés pour peser de plus près sur les cités et leur arracher les ressources dont ils avaient besoin pour soutenir dans Rome leur autorité chancelante. Faiblesse au cœur, tyrannie aux extrémités, telle a été de tout temps la loi politique et physique des empires.

ALFRED BEAUVALET.

Les finances papales.

Voici le texte de la lettre adressée par le saint-père à Mgr Savelli, président de la consulte des finances, pour le destituer de ses fonctions :

« De la secrétairerie d'Etat.

» La Sainteté de N. S., sachant les gros soucis qu'entraîne avec soi le laborieux office de président de la consulte d'Etat pour les finances, et voulant avoir des égards particuliers pour la mauvaise santé du cardinal Savelli, a pris la détermination de l'exonérer de cette charge, lui substituant l'éminentissime camerlingue.

» En témoignage de satisfaction pour les services rendus par vous dans cette honorable fonction, la Sainteté de N. S. a toutefois bénignement décidé que, sur la caisse de la préfecture du sacré palais apostolique, on conservât à Votre Eminence un traitement équivalent à la somme de 300 écus romains (1,605 fr.)

» Ceci est communiqué au cardinal Savelli pour l'éclairer et lui servir de règle (*per sua intelligenza et norma*).

» Signé : G. C. ANTONELLI. »

(*Gazette de Nice.*)

On écrit de Modène, le 25 décembre, à l'*Opinione de* Turin :

« La brochure *le Pape et le Congrès*, qui a été traduite dans *la Perseveranza* de Milan, est le sujet de toutes les conversations ; elle confirme ce que nous avons cru constamment, savoir : que Napoléon III est notre ami et celui de l'Italie, et qu'il veut compléter par la diplomatie ce qu'il a commencé sur les champs de bataille. Cette brochure ne pouvait pas manquer d'être très agréable ; elle concilie le respect dû au chef de la catholicité avec le respect dû aux vœux des populations romagnoles. »

On écrit de Berlin, le 24 décembre, au *Correspondant de Nuremberg* :

« Contrairement à l'affirmation de plusieurs journaux, suivant lesquels le Congrès ne serait appelé qu'à s'occuper des affaires italiennes, nous apprenons positivement que la Russie a l'intention de poser la question de l'extension des résolutions du Congrès de 1856 sur le droit maritime. On nous donne l'assurance certaine que le prince Gortchakoff offrira encore avant la réunion du Congrès, aux autres puissances, l'occasion d'exprimer leur opinion sur cette question. »

On lit dans la *Gazette de Voss*, de Berlin :

« Quoi qu'en disent les feuilles catholiques, Napoléon Ier n'est pas tombé parce qu'il n'a pas assez respecté les droits du pape, et Napoléon III ne tombera pas davantage pour la même cause. Evidemment les vues politiques qui sont développées dans *le Pape et le Congrès* sont bien plus favorables à la prospérité de l'Italie et bien plus en rapport avec les circonstances actuelles que toutes les velléités de restauration que les chevaliers de la légitimité mettent en avant pour l'Italie centrale. Le seul défaut de la brochure, c'est de ne pas voir qu'il serait nécessaire de supprimer complé ement le pouvoir temporel du pape ; mais pour le reste elle est la pure inspiration du bon sens. »

On lit dans le *Morning-Herald* :

« Nous éprouvons le plus vif plaisir à reproduire les opinions exprimées dans la plupart des journaux français qui représentent la politique tracée dans la brochure *le Pape et le Congrès*, comme « l'expression d'une politique d'amitié et de réconciliation entre la France et l'Angleterre. » Nous empruntons ces paroles à un article du *Constitutionnel*. Nous admettons sans peine que la brochure semi-officielle a produit des résultats même plus importans que le simple fait de donner une solution rationnelle et sage de la difficulté relative à la papauté, puisqu'elle implique ce nouvel aveu de la nécessité qu'il y a que les deux grandes nations de l'Occident doivent rester unies dans l'intérêt de la civilisation et de l'équilibre européen.

» En proclamant l'empressement de la France et de l'Angleterre à sanctionner le même moyen pour arriver à la solution de la question romaine, il n'est pas nécessaire non plus de se livrer à des réflexions et à des conjectures sur une prétendue divergence quant au but ; encore moins faut il attribuer les actes et les conseils de nos hommes d'Etat à aucune espèce d'animosité constante et instinctive contre la papauté. Quand on dit qu'en Angleterre Rome est le point de mire de tous les partis, on oublie étrangement que ce fut à l'influence britannique, au congrès de Vienne, que Pie VII dut la restitution des provinces pontificales dans l'étendue qu'elles ont actuellement. Mais l'effroyable administration des Etats pontificaux, l'anarchie et la rébellion chroniques qu'a nécessitées ce mauvais gouvernement, ont fait de la question italienne, et, par dessus tout, de celle de Rome, une question qui, dans l'intrêt de la paix européenne et de l'ordre, ne saurait demeurer plus longtemps sans solution. Whigs, tories et radicaux sont, sans nul doute, également d'accord, non pas tant cependant parce qu'ils rejettent la légitimité qu'un principe donne, que parce qu'ils reconnaissent un fait évident et notoire Il y a peut-être, comme l'affirme l'écrivain du *Constitutionnel*, un esprit religieux dominant en Angleterre qui est inséparable de son esprit politique. Mais c'est être en contradiction avec l'histoire, et même avec l'histoire toute récente, que d'affirmer que cet esprit religieux a inspiré une animosité constante et instinctive contre la papauté.

» En quel pays la promesse de réformes donnée par Pie IX, au début de son pontificat, a-t-elle été accueillie avec une admiration plus spontanée et plus sincère? Disons plus : où a-t-elle produit une sympathie plus enthousiaste que chez nous? Le pontife qui a protesté contre l'occupation de Ferrare, qui a octroyé l'amnistie politique, qui a annoncé des réformes dans les finances et l'administration, qui a posé les bases d'une ligue douanière italienne, eût été assurément le dernier à affirmer que l'esprit religieux est inséparable de l'esprit politique de l'Angleterre, et que l'un et l'autre se reflètent dans une implacable et instinctive haine de la papauté. L'Angleterre a, comme un des premiers membres de la grande famille européenne, à traiter la difficulté catholique qui affecte toutes les relations extérieures, tout comme il y a trente ans elle avait à traiter une grande difficulté catholique se rattachant étroitement à ses intérêts domestiques. Dans leurs efforts pour régler la présente difficulté à l'extérieur, les hommes d'Etat protestans auront à remplir leur devoir, s'ils n'épargnent rien pour assurer le bonheur de la nation italienne, selon les conditions les plus compatibles avec le respect que professent les Etats catholiques pour le chef spirituel de leur Eglise.

Nouvelles étrangères.

ITALIE.

Le *Corriere dell'Emilia*, de Bologne, du 24 décembre, dit que le chevalier Farini, donnant une nouvelle preuve de sa sagesse politique, adressera aux populations transappennines une proclamation pour expliquer la position du commandeur Buoncompagni et déclarer définitivement constitué le gouvernement de l'Emilie. Il prendra le titre de président pour démontrer sa soumission hiérarchique au gouverneur général des provinces liguées de l'Italie centrale. La *Gazette de Modène* publie le décret à ce sujet, mais non le manifeste. — Havas.

— Modène, 24 décembre. — La *Gazette de Modène* publie le décret ci-après :

« Régnant S. M Victor-Emmanuel II, le dictateur des provinces de Modène et de Parme, gouverneur des Romagnes, vu le décret du 30 novembre qui supprime les gouvernemens séparés et les administrations centrales respectives des provinces romagnoles, modenaises et parmesanes, et crée un seul gouvernement à Modène ; voulant faire cesser toute énonciation officielle de nature à rappeler les circonscriptions politiques abolies, décrète :

» Article 1er. A partir du 1er janvier, et jusqu'à ce que l'administration de ces provinces soit placée sous la dépendance effective de S. M. le roi, ce gouvernement prendra le nom de gouvernement des provinces royales de l'Emilie.

» Art. 2. Les ministres, chacun en la partie qui le concerne, veilleront à l'exécution du présent décret.

» Donné à Modène, le 24 décembre 1849.

» Signé, FARINI. »

HONGRIE.

On lit dans une correspondance particulière de la *Patrie* :

« Pesth, 25 décembre.

» L'agitation ne diminue point, et le gouvernement viennois semble être de moins en moins disposé à ratifier les justes vœux des Hongrois. « Périsse l'Autriche, plutôt que la centralisation ! » Voilà ce que le gouvernement paraît répondre à quiconque lui dépeint la véritable situation des choses. Cette obstination malheureuse, dans les circonstances présentes, tend à nous faire croire que le cabinet, en dépit des avertissemens qui lui arrivent non-seulement de Hongrie, mais des diverses provinces de l'empire, n'a pas tiré profit de l'enseignement que lui a donné la dernière guerre.

» Nos journaux officiels sont, depuis quelques jours, remplis de démentis que chacun de nous peut réduire à leur juste valeur, ayant été témoin ou acteur des scènes que l'on prétend aujourd'hui n'avoir jamais eu lieu. Par exemple, on a, ici même, voulu ôter toute importance à la journée du 15 décembre. Vous savez ce qui s'est passé ; je n'ai absolument rien à effacer ni à atténuer sur ce point.

» Une des espérances hautement manifestées par le cabinet de Vienne, c'est que le mouvement national hongrois est factice, et qu'on en aura facilement raison, grâce aux réformes qui seront prochainement apportées à l'organisation communale. Des commissions d'*hommes de confiance* ont été réunies, comme je vous l'ai dit, pour préparer ces réformes. Les deux premières, vous le savez, celles de Presbourg et de Hermanstadt, ont servi de prétexte à de nouvelles protestations patriotiques. A Presbourg, le nombre des *hommes de confiance* qui n'ayant pas voulu reconnaître à l'Autriche le droit d'altérer, en l'absence d'une diète, l'organisation municipale de l'ancien royaume de Hongrie, se sont retirés successivement de la commission consultative, a été tellement considérable que, quatre jours après l'ouverture des séances, il n'y avait plus personne pour délibérer.

» Les *hommes de confiance* de la ville et du cercle de Bude-Pesth ont discuté durant trois journées entière la question de savoir *s'ils délibéreraient*. L'autorité les *pressant*, ils ont fini par consentir à délibérer, mais à une condition, c'est que leurs résolutions ne serviraient que de *matériaux* à utiliser pour *une diète future*.

» Plusieurs journaux, un peu indépendans, se sont empressés de parler du vote *des hommes de confiance*. Aussitôt il a été officiellement déclaré que rien n'était plus faux, qu'*un seul* membre de la commission avait fait une motion dans ce sens, et qu'elle avait été rejetée par tous les autres. Le lendemain, six *hommes de confiance*, et parmi eux ceux qui représentent les districts des Jazyges et des Cumans, ont envoyé à leur président l'*ad latus* du gouverneur, une lettre fort sévère dont voici le sens exact :

» Les soussignés ont consenti à faire partie de la commission uniquement parce que, dans l'objet soumis à leur examen, ils croyaient trouver un signe des dispositions du gouvernement à inaugurer un régime plus légal ; la déclaration du journal officiel le *Buda Pesti Hirado*, les ayant convaincus que le gouvernement ne veut pas entendre émettre l'hypothèse d'une diète nationale, et paraît même disposé à *altérer* l'expression de leurs opinions, ils ne peuvent plus espérer de bons résultats de la mission qui leur a été confiée ; en conséquence, ils protestent et se retirent. Leur exemple a été suivi. La commission des *hommes de confiance* de Pesth ne se composera bientôt plus que de son président et de son secrétaire. Parmi les démissionnaires, je citerai M. Auguste Forgach, un honorable chanoine qui siégeait dans la commission en qualité de représentant du cardinal-archevêque d'Esztergen, primat de Hongrie.

» Un autre fait vous prouvera encore combien notre clergé catholique sait allier le patriotisme à l'amour de la religion. Il avait été proposé, par M. Sujanski, à la Société de Saint-Etienne, de faire circuler une adresse au pape, relativement aux affaires italiennes. La Société s'y est refusée à l'unanimité. L'adresse a été vivement combattue par le vice-président, l'évêque Danielik. Il est bon de vous dire qu'en ce moment même, M. le comte Etienne Karolyi est parti pour Rome, à l'effet d'obtenir la consécration papale de la congrégation qu'il préside.

J'aurais encore à vous parler de l'union intime des nationalités contre le régime centralisateur autrichien; mais je m'aperçois que ma lettre est déjà bien longue, et je m'arrête.—Pour extrait : C. Lefevre. »

CHRONIQUE PARISIENNE.

La révolution de 1848, qui surprit tant de gens, jeta un très grand trouble dans une foule d'existences, jusque-là paisibles, et dérangea bien des projets.

Semblable à l'orage nécessaire qui dégage l'électricité dont le ciel est chargé, elle emporta sur son passage tout ce qui ne sut pas plier devant la bourrasque ou lui résister.

C'est l'histoire des robes blanches et des chapeaux de paille frippés par l'ondée qui doit féconder la terre. Il y a toujours un peu de mal pour beaucoup de bien, et les événemens, dans leur marche providentielle, ne s'arrêtent pas pour de mesquins intérêts : ils arrivent à leur heure... tant pis pour ceux qu'ils surprennent ou qu'ils dérangent !

Mais il est certain que pour tous ceux dont la vie est une lutte continuelle, pour ceux dont l'existence ressemble à ces châteaux de cartes que font les enfans pour s'amuser, le moindre incident inattendu est un malheur !

Il y a des gens pour lesquels un jour de pluie à Paris est un véritable désastre. Forcés par leur position ou leur nom de tenir un certain rang dans le monde, d'aller mis d'une certaine façon, ils sont invités à déjeuner chez un haut fonctionnaire, duquel ils attendent appui et protection ; ils doivent dîner chez un banquier, qui leur a promis des fonds pour une grande entreprise, et ils doivent prendre le thé chez une aimable femme, qui est à la fois l'amie du haut fonctionnaire et du banquier. Il leur reste trois francs en caisse, ils les dépensent hardiment à l'achat d'une paire de gants, mais ils ont compté sur un temps sec pour se rendre à leurs trois invitations... et voilà qu'il survient une averse ! Eh bien ! cette simple averse, qui mouille à peine la cime des arbres, qui rafraîchit à peine l'air, et qui ne cause dans la nature aucune perturbation, suffit pour renverser tous leurs projets.

Impossible d'aller à pied — la botte vernie immaculée arriverait macadamisée ! — plus impossible encore d'aller en voiture... On manque son déjeûner, son dîner, sa soirée, et adieu toutes les espérances fondées sur l'appui du haut fonctionnaire, le crédit du banquier et l'amitié de la grande dame !

Mais revenons à 1848. Parmi ceux que la République contraria le plus visiblement et le plus naturellement, se trouvait M. ***.

M. *** était un modeste employé de l'un de nos ministères qui, à force d'ordre, d'économie et de travail, était parvenu à s'arranger une petite existence assez comfortable, à laquelle il avait même pu associer une jeune et charmante femme !

Ce petit couple était plein d'amour et de bonheur, et roucoulait d'une aube à l'autre, ainsi qu'il appartient à de jeunes époux.... de première année, lorsqu'arriva, fort mal à-propos pour eux, le 24 février !

Indépendamment de ce que la peur— cette mauvaise conseillère de toutes les époques — montrait alors l'avenir sous les couleurs les moins roses, les positions officielles se crurent menacées, et notre petit employé passa du calme le plus doux à l'inquiétude la plus vive.

Avait il sérieusement raison d'être inquiet, nous l'ignorons, mais ce qu'il y a de positif, c'est que, ne sachant plus à quel saint se vouer, il alla consulter une somnambule.

Cette somnambule, l'une des plus lucides de Paris, en même temps qu'une aimable et belle personne, était Mme Mongruel, dont nous avons déjà eu occasion de parler à plusieurs reprises, à propos de magnétisme.

— Monsieur, dit-elle à notre jeune employé, aussitôt que le médecin l'eut endormie, ce n'est pas une consultation médicale que vous venez me demander...

— En effet, madame...

— Vous êtes fort inquiet pour votre position, et vous voudriez bien savoir ce que l'avenir vous réserve ?

— C'est cela même.

Mme Mongruel se recueillit quelques instans, et lui fit la prophétie suivante, dont l'accomplissement semblait d'autant plus problématique, que rien encore ne pouvait l'annoncer :

— Ce qui vous préoccupe momentanément devrait vous rassurer, fit-elle, car ce que vous considérez comme un malheur sera pour vous la source de toutes les prospérités.

Ici, notre petit employé prêta une oreille attentive.

La somnambule continua :

— Avant six mois, vous aurez été désigné, par vos études, vos aptitudes spéciales... et un peu le hasard, pour faire partie d'une expédition scientifique, en Egypte. Là, vous ferez des fouilles, et d'importans travaux, d'intéressantes découvertes vous vaudront la croix de la Légion d'Honneur, et une mission personnelle, dont vous vous acquitterez d'une façon excessivement heureuse. Le bruit qui se fera là-bas autour de votre nom attirera sur vous l'attention du vice-roi d'Egypte, qui vous offrira de devenir l'organisateur et le conservateur de ses musées...

— Et puis ?... demanda d'une voix haletante le petit employé

— Et puis ? reprit la somnambule en souriant, n'est ce déjà pas assez, et votre position présente semble-t-elle vous annoncer rien de semblable ?

— Oh ! non, assurément !

— Eh bien ! j'ajouterai cependant que vous arriverez à tous les honneurs et à la fortune. Avant dix ans, vous serez décoré par plusieurs grands souverains, et vous n'aurez plus rien à désirer sous le rapport pécuniaire.

— Et cette brillante, cette féerique existence que vous me promettez, ne sera traversée par aucun malheur, aucun chagrin ?

— Non... Je vois seulement un nuage passager dans votre vie. Votre femme, qui vous suivra en Egypte, vous donnera un fils ; ses couches seront heureuses, mais une imprudence compromettra ses jours... Rassurez vous, la jeunesse et l'amour triompheront du mal, vous la sauverez !

Le petit employé sortit enchanté de chez Mme Mongruel ; la terre le portait à peine, et il comptait déjà ses trésors... lui qui ne savait pas encore, peut-être, comment il paierait son terme ; mais, à mesure qu'il s'éloignait de chez la somnambule et que la réflexion lui venait plus froide, sa foi allait diminuant, et quand il rentra chez lui, c'est à peine s'il osa parler de l'étrange prophétie à sa femme.

Le soir, tous deux en rirent en dînant. Le lendemain, ils n'y pensaient plus.

Dix années se sont écoulées depuis ce jour, et le mois dernier un Egyptien se fit arrêter rue Richelieu et demanda à voir Mme Mongruel.

— Vous ne me reconnaissez pas, madame ? lui dit-il.

— Je cherche dans mes souvenirs, monsieur, répondit la somnambule, mais je vois tant de monde...

— Que c'est vainement que vous cherchez... Eh bien ! je m'en vais aider votre mémoire.

Et l'Egyptien raconta alors à la somnambule comme quoi il était le petit employé d'il y a dix ans, et comme quoi, aussi, tout ce qui lui avait été prédit par elle lui était arrivé de point en point, y compris la maladie de sa femme !

Ce fait, de la plus stricte exactitude, doit être attesté par l'heureux intéressé lui-même, mais nous en avions la primeur, et nous nous sommes empressé de vous l'offrir.

Au surplus, ces exemples de lucidité, ou de double vue, ou de prescience, comme on voudra les appeler, sont moins rares qu'on ne pense, mais on a tort de ne pas les enregistrer, car ils sont curieux, — si même ils ne sont que cela, — et ils jouent un rôle incontestable dans l'histoire de notre siècle agité !

Nous finissons l'année d'une façon heureuse et charmante, par une bonne et touchante lettre d'Emile Deschamps ; et, comme nous ne sommes pas égoïstes, nous allons vous faire profiter de cette joie qui nous arrive, en vous transcrivant ici la dernière page de cette spirituelle et aimable missive :

« Adieu sans adieu, nous dit le poète aimé, je ne suis plus bon à rien ! Le mal m'a terrassé — sans qu'il y paraisse trop sur ma figure, hélas ! »

Si je n'ai pas mauvais visage,
Pour le reste faut-il y voir
Quelque salutaire présage ?
Est-ce un bien fidèle miroir ?

Derrière cette palissade
Voyez, avec son frais décor,
Une maison dont la façade
Fait bonne contenance encor.

A peine une mince lézarde
Fend l'épiderme des murs blancs ;
Mais dans les cours, qu'on se hasarde...
Ce n'est que décombres croulans !

Tels, sous de vaines apparences,
Fausse image des jours meilleurs,
Vont croissant, avec mille transes,
Mes ravages intérieurs !

» Voilà, mon cher poète, où j'en suis. Plaignez-moi et tâchez de m'aimer excessivement : vous ne serez encore qu'un ingrat. — A vous de tout moi. »

Alphonse Karr, dans le dernier numéro de ses *Guêpes*, parlait justement d'Emile Deschamps ; Jules de Saint-Félix nous en parlait, lui aussi, il n'y a pas longtemps ; enfin, chez la comtesse Dash, on en parle toujours, et, en vérité, on a raison d'en parler, comme on a raison de l'aimer et de l'admirer, car il est de cette race d'hommes et de poètes, qui va s'éteignant, hélas ! et qu'on ne remplacera pas de sitôt ! Emile Deschamps est l'éternel printemps, l'éternelle jeunesse, et il est tout surpris de trouver si vieux les petits-enfans de ses amis, lui qui n'a vieilli ni changé, et dont les vers, suivant l'expression qu'il applique à ceux de Jules de Saint-Félix, sont toujours au mois d'avril pour la fraîcheur ou au mois de juillet pour la flamme !

PAULIN NIBOYET.

Conformément à l'instruction ministérielle qui fixe à la veille du dernier dimanche de décembre la clôture annuelle du compte de toutes les caisses d'épargne de France, celle de Paris vient d'arrêter sa situation au 24 de ce mois.

L'année 1859 aura fini pour les déposans de Paris comme elle avait commencé : leur avoir, qui montait au 1er janvier à 48,783,000 fr., s'élevait au 24 décembre à 48,660,000 fr.

Le niveau de cet avoir, qui s'était abaissé de plus de 3 millions par suite du dernier emprunt de 500 millions, s'est ainsi trouvé rétabli en quelques mois.

Indépendamment des sommes ainsi confiées à l'emprunt, celles dont les déposans ont demandé, en 1859, l'emploi en rentes pour leur compte par l'intermédiaire de la caisse d'épargne de Paris, se sont élevées à plus de 4 millions de francs.

Un autre résultat non moins satisfaisant des opérations de l'année accomplie, c'est que le nombre des déposans, qui était de 231,647, s'élève maintenant à 236,720, et s'est par conséquent accru de 5,073 dans le cours de ces exercice.

Voici, du reste, le résumé des opérations pendant l'exercice qui vient d'être clos et arrêté :

La caisse d'épargne de Paris a reçu en 1859 :

1° En 25,156 versemens, dont 32,933 nouveaux, la somme de 21,338,729 fr ;

2° En 1,179 transferts-recettes provenant des caisses d'épargne départementales, 446,347 fr. 24 cent. ;

3° En 12,447 parties d'arrérages de rentes appartenant aux déposans, 198,346 fr. 50 cent.

Elle a en outre capitalisé pour compte des déposans les intérêts montant à 1,513,525 fr. 03 cent.

Elle a remboursé par contre :

1° En 87,851 retraits, dont 27,646 pour solde, la somme de 22,127,220 fr. 74 c ;

2° En 1,150 transferts-paiemens envoyés aux caisses d'épargne départementales, 381,259 fr. 62 c,;

3° En achats de 192,183 fr. de rentes sur l'Etat, pour le compte de 6,182 déposans, la somme de 4,091,303 fr.;

Et 4° en placemens à la caisse de retraites pour la vieillesse, la

---

avec quatre-vingt mille hommes, et qui pouvait combattre avec honneur selon les lois de la guerre, déjà si cruelles par elles-mêmes, ait souillé son nom par cet horrible manifeste. Cependant le carnage ne fut que trop bien exécuté, soit que l'ordre eût été donné, soit que la rage l'eût inspiré à ce peuple exalté, rendu plus furieux encore par les excès et le brigandage des soldats que l'œil du général en chef ne pouvait pas toujours voir pour les réprimer ou les punir.

Au moment où Championnet avance vers le territoire napolitain, tout à coup se manifeste sur ses derrières une insurrection générale : tous les détachemens isolés sont attaqués et égorgés ; toutes les routes se couvrent d'assassins qui s'embusquent sur les passages pour tuer des Français. Les malades, les blessés, les voyageurs, les femmes, tout tombe sous les coups de ces meurtriers. Ils se portent par bandes de trois à quatre mille jusque dans les villes d'où nous tirions nos subsistances ; ils brûlent un pont que Championnet avait établi sur le Garigliano, quoique ce pont soit défendu par une force imposante ; ils enlèvent un parc d'artillerie que nous attendions pour forcer l'ennemi dans ses retranchemens, massacrent l'escorte ; ils assiégent Gaeta, attaquent Championnet lui-même dans son camp. Le nombre de ces révoltés s'augmente tellement, dans l'espace de trois jours, que, pour les cerner dans les montagnes, l'armée française est obligée de s'affaiblir de plusieurs bataillons. Trois cents hommes périssent dans un combat qu'il fallut leur livrer près de Sezza. Et les Napolitains (chose horrible à rapporter) se ruent avec joie sur les cadavres des Français !

Championnet voyait sur son front la place de Capoue, et l'armée de Mack couverte par le canon de cette place ; il était en même temps obligé de soutenir de tous les côtés une guerre d'autant plus dangereuse qu'elle devenait plus générale ; Duhesme et Lemoine n'avaient pas encore fait leur jonction ; tous ces embarras d'une situation excessivement critique pouvaient réveiller l'ennemi et lui donner l'audace de nous attaquer. Chaque jour venait augmenter la disette des vivres et des fourrages ; les munitions étaient devenues si rares, qu'il restait à peine six coups de fusils à tirer à chaque soldat.

Voilà l'extrémité désolante où les Français se trouvaient réduits ; mais pour les âmes trempées dans les périls, les plus sérieux diminuent et disparaissent devant le courage qui sait les regarder en face. Pour les âmes timides, au contraire, le danger s'exagère et s'aggrandit de la seule nécessité d'une résistance. Les gouvernemens absolus, comme celui de Ferdinand, sont, au jour de la défense, pareils aux hommes faibles et pusillanimes : tout est utile au sage ; tout mène l'insensé à sa ruine. La crainte que la cour de Naples a eue des Français, au lieu de lui inspirer une prévoyance salutaire, l'a poussée à une agression ridicule. Cette crainte va achever de la conduire à des làchetés funestes : et à force d'appréhender les Français, elle les rendra plus redoutables qu'ils ne le sont réellement. Avant que les Français soient arrivés à Naples, arrêtons-nous, avec attention, sur la situation du peuple et la conduite du gouvernement de ce pays.

Un ministre de la cour de Naples disait, peu de jours avant l'ouverture de la campagne, « qu'il était prudent de ne pas apprendre aux soldats qu'ils allaient combattre des Français ; que c'était dans ce but qu'avait été imaginé le langage équivoque employé dans la proclamation du roi. » On comptait, à l'aide de ce langage, pouvoir cacher jusqu'au moment de l'attaque le véritable objet de l'expédition ; « mais quoi !.. s'écrièrent les soldats quand ils surent la vérité, ne nous avait on pas dit que nous n'avions pas la guerre avec les Français ? » L'étonnement produit par cette déception ne fut pas une des moindres causes du succès obtenu par la levée en masse et par les troupes régulières. Tandis que celle-ci furent abattues au premier revers, la levée en masse, au lieu de céder lors de ses premières défaites, donna l'exemple d'un courage plus prononcé. Ce courage prit même le caractère d'une sorte de furie qui eût suffit pour opérer le triomphe le plus certain s'il avait été soutenu par d'autres moyens. C'est qu'il y a une différence si grande entre la méthode qui consiste à accoutumer un peuple à mépriser le danger et celle qui s'applique à lui faire croire qu'il n'en existe pas ! Tandis que la première excite le courage, la seconde engendre une insouciance qui ressemble plus tard à la stupeur César, voyant ses soldats effrayés de ce que la renommée publiait des forces de l'ennemi, ne pensa pas que, pour animer les siens, il dût leur peindre cet ennemi comme plus faible : il le représenta, au contraire, comme plus puissant encore. Lorsqu'il crut que Juba approchait, César ayant rassemblé ses troupes : « Sachez, dit-il, que dans peu de jours le roi arrivera à la tête de dix légions, trente mille hommes de cavalerie, cent mille hommes armés à la légère, et trois cents éléphans. Cessez donc de vous tourmenter davantage... » Voilà comme César accrut le péril réel qui, quelque grand qu'il soit, a des bornes, afin de détruire les périls imaginaires, qui n'en ont point ; n'est-ce pas ainsi que les peuples et les armées doivent être conduits ?

Frappée de terreur par ses premiers revers, la cour de Naples avait, comme nous l'avons dit, pris la résolution de former une levée en masse. On avait, à la suite de l'ordre de massacre, publié une proclamation dans laquelle les peuples étaient invités à s'armer, à défendre contre l'étranger leurs biens, leurs familles, la religion de leurs pères... Pour la première fois on avait entendu rappeler aux Napolitains qu'ils étaient des Samnites, des Campaniens, des Lucaniens et des Grecs. Les prêtres avaient été chargés de réveiller, au nom de Dieu, les sentimens nationaux. Ces moyens ne manquent jamais de produire un grand effet sur les peuples devenus plus fanatiques par leur ignorance.

Pendant qu'on cherchait à faire massacrer d'avance au loin tous les Français disséminés sur la route de Naples à Rome, une fermentation considérable et qui n'avait pas d'objet indiqué, éclata principalement à Naples, où une populace immense, sans métiers et sans instruction, ne subsistait qu'à la faveur des désordres de l'administration et des superstitions.

Si l'on avait su tirer parti de cette agitation des esprits, elle pouvait sauver le royaume ; elle devint, par la faute d'Acton et par les terreurs de la cour, la cause principale de sa ruine. Le peuple courut en foule au palais du roi, s'offrit pour la défense du royaume. Un roi, qui aurait eu du bon sens et du cœur dans un moment aussi critique, n'avait qu'à monter à cheval ; et, faisant à sa personne tous ces élans d'enthousiasme, il aurait marché à une victoire certaine. Ferdinand, incapable de prendre un parti, ne voulait ni combattre, ni s'enfuir ou plutôt il aurait voulu l'un et l'autre à la fois Ses amis lui représentaient qu'en partant il perdait le royaume ; qu'on pouvait essayer d'obtenir la paix par des sacrifices ; que, s'il fallait encore décider le sort de son pays par la force des armes, ses soldats et ses peuples, encouragés par sa présence, tenteraient les efforts les plus hardis ; qu'enfin il avait toujours le temps de se relever avec l'escadre qui était à sa disposition... »

Ces sages représentations étaient près de toucher Ferdinand, et il allait se résigner à se remettre à cheval. Acton, tout-puissant sur son âme timide, se jeta au devant et le retint. Le peuple demanda à voir le roi ; on l'empêcha de se montrer ; on fit sortir à sa place le général Pignatelli et le comte Dell' Acerra.

Entr'autres discours répandus en cette occasion parmi les groupes populaires, on entendit un homme du peuple, s'écriant à voix haute au dessus de la foule : « Tous les malheurs du royaume sont l'ouvrage des étrangers placés dans le ministère. Avant leur arrivée, on jouissait d'une paix profonde et d'une abondance générale ; c'est depuis quinze ans que tout est changé : les étrangers sont tous des traîtres... » (On sait qu'Acton n'était point originaire Napolitain). Puis, soit par un sentiment de patriotisme qui n'est point aussi en dehors qu'on le croirait de la nation napolitaine, soit dans l'intention de flatter la multitude en citant deux de ses favoris : « Pourquoi, ajouta l'homme du peuple, le roi ne fait-il pas le général Pignatelli premier ministre, et le comte Dell' Acerra ministre de la guerre ? »

Ces paroles, recueillies et rapportées à Acton par ses créatures, ne pouvaient manquer de produire une forte impression sur un esprit rendu plus soupçonneux par le sentiment d'une mauvaise conscience. Il prit dès lors le parti de hâter dans la plus grande diligence le départ de la cour. A quoi tient le sort d'un royaume ? Et combien est vicieuse une organisation politique où le caprice d'un courtisan corrompu peut aussi fatalement faire prévaloir son intérêt personnel contre celui d'une nation entière, et contre toutes les lumières de ses conseils !

La reine était assez accoutumée à partager d'avance toutes les volontés d'Acton pour qu'il ne fût pas difficile de la déterminer au départ. Le roi l'était encore fort peu. Pour l'y faire consentir, il fallut même déployer de nouveaux stratagèmes.

On répondit, et l'on justifia, par de fausses dépositions, « qu'on venait de découvrir une mine sous l'Arsenal, qui était à côté du Palais. » On fit croire au roi que le peuple était en révolte contre lui-même. Les agens d'Acton, dans un but analogue, poussèrent, le jour suivant, la populace à s'emparer d'un courrier du cabinet, Alexandre Ferreri, porteur d'une dépêche à l'amiral Nelson. Probablement ce courrier, initié au secret de l'altération des lettres envoyées de Vienne, à l'occasion de la guerre, était un témoin important dont la reine devait chercher à se délivrer. Ferrari était celui qui avait remis la dernière lettre de l'empereur au roi, lettre que, disait-on, la reine avait déchirée de ses propres mains pour forcer le roi à continuer la guerre. Par toutes ces raisons, Ferreri devait périr... Tel est souvent le salaire des instrumens du despotisme ! Ici la victime était doublement nécessaire à la politique. Au moment où Ferreri s'embarquait pour passer sur la flotte de Nelson, il est arrêté, assassiné, et son corps, traîné jusque sous les fenêtres du palais, est offert aux yeux du monarque, au milieu des cris de : « Périssent les traîtres ! vive la sainte foi ! vive le roi ! » Le roi, appelé à sa fenêtre par l'éclat de cette scène, vit l'imposante force du peuple, levé, disait-on, contre sa personne sacrée ; doutant du pouvoir de le contenir, il ne sut plus que le redouter. Il s'imagina reconnaître parmi ce peuple tous les jacobins qu'il avait cru voir à Rome ; il est convaincu qu'ils en veulent à sa vie ; les jacobins, renonçant avec autant de résignation à son honneur qu'à son royaume, il se détermine à fuir en Sicile avec sa famille, le plus secrètement et le plus promptement possible.

(*La suite prochainement.*) A.-R.-C. DE SAINT-ALBIN.

Dimanche, au Théâtre-Français, spectacle extraordinaire : le *Bourgeois gentilhomme*. Le ballet sera dansé par les élèves du Conservatoire chanteront la musique de Lulli ; toute la Cour représentation de : *Qui femme a, guerre a*, comédie de Mlle Augustine Brohan. On commencera par les *Projets de ma Tante*.

— A l'Ambigu, pour les représentations de M. Frédérick-Lemaître et la rentrée de Mlle Adèle Page, ce soir la 5e du *Marchand de Coco*, drame en cinq actes, de MM. Dennery et Ferdinand Dugué. MM. Castellano, Armand, Mmes Marty et Delaistre jouent les autres principaux rôles.

— Le théâtre Beaumarchais vient de reprendre *Polder* ou le *Bourreau d'Amsterdam* que nos pères ont applaudi sur la scène de la Gaîté il y a une trentaine d'années, et dont le premier rôle était tenu par Mme Marty ; aujourd'hui, c'est M. Aimé, artiste plein d'avenir, qui joue le fils du Bourreau du théâtre de la Bastille. Cette magnifique pièce est montée avec un luxe de décors et de costumes sans exemple à ce théâtre.